

Une stratégie en huit points pour redynamiser l'Union européenne

vendredi 24 juin 2011

L'Europe ne se porte pas bien ces jours-ci. L'élan vers une plus grande intégration est en perte de vitesse et il semble même que le risque de recul soit très sérieux.

La crise de l'endettement des pays souverains de la zone euro se présente plus grave que jamais, mais les dirigeants européens doivent élaborer un nouvel agenda domestique crédible et une politique étrangère déterminée si l'on ne veut pas courir le risque que l'Union européenne devienne un acteur de second plan dans un monde globalisé dont la transformation rapide ne se fait manifestement pas au profit de l'Europe.

C'est pourquoi nous recommandons vivement les propositions suivantes pour une stratégie commune des dirigeants de l'Union européenne :

Herman Van Rompuy, le président du Conseil de l'Union européenne, et José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, ne devraient pas laisser l'économie de la zone euro monopoliser le paysage politique actuel, au détriment d'autres défis européens et mondiaux majeurs.

En ce XXI^e siècle, l'Europe doit demeurer un enjeu primordial. Les dirigeants européens doivent développer un discours pro-européen novateur et vigoureux, argumenté de façon à mettre en évidence les raisons pour lesquelles nous sommes ensemble, les ambitions et les objectifs communs aux pays de l'UE et un calendrier pour les réaliser. Il est urgent que l'Europe expose au monde sa finalité et ses intérêts communs.

Pour réhabiliter l'Europe auprès des citoyens européens, le président Barroso devrait concevoir une vision nouvelle qui mette l'accent sur les principaux problèmes économiques et sociaux, et plus particulièrement la création d'emplois.

Le fossé entre l'Europe et ces citoyens s'accroît ; c'est avec un sentiment mêlé de malaise et d'inquiétude que les Européens considèrent la lenteur avec laquelle on tente d'obtenir un accord sur la réforme institutionnelle de l'UE, la crise de la zone euro et la mondialisation de plus en plus rapide. Ils ont besoin qu'on les rassure sur l'avenir de l'Europe bien plus que ce n'a été le cas depuis plusieurs années.

Le Parlement européen, grâce aux nouveaux pouvoirs qui lui sont accordés par le Traité de Lisbonne, devrait aider la Commission européenne à reconquérir son monopole d'initiative et à freiner la tendance qui a vu les gouvernements nationaux de l'Europe se retrouver aux commandes des politiques étrangères et de sécurité à la place de l'Union européenne. Ceci est particulièrement évident en ce qui concerne la sphère économique, où l'on considère généralement que l'Allemagne prime sur l'UE, et les questions de sécurité, où la France et le Royaume-Uni éclipsent le reste de l'Europe.

Le président Barroso et ses commissaires doivent davantage s'engager publiquement dans la promotion de l'intégration européenne et dans l'élaboration d'un nouvel agenda pour l'avenir. Le discours qu'a prononcé Michel Barnier en mai à l'université Humboldt de Berlin était tourné vers l'avenir mais reste une exception à la règle. Les membres de la Commission doivent davantage prendre part au débat public et y exposer leurs opinions sur l'Europe.

Les institutions européennes, de concert avec les gouvernements des Etats membres, doivent confronter les partis populistes avec plus de fermeté et non se plier à leurs exigences.

Au lieu d'admettre implicitement la rhétorique d'extrême droite faussement simpliste contre les immigrés et le multiculturalisme, les dirigeants politiques de l'Union européenne, à tous les niveaux, doivent développer un discours convaincant qui puisse faire barrage à la rhétorique anti-européenne faussement simple de cette même extrême droite et accorder à l'intégration une place bien plus prépondérante dans l'agenda politique.

L'Europe doit demeurer un espace qui accueille les immigrés nécessaires à la viabilité de nos régimes de protection sociale et au dynamisme de nos économies.

Pour soutenir le printemps arabe, Catherine Ashton, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, doit élaborer un programme commercial, d'aide et d'investissement plus ambitieux.

Elle doit travailler plus étroitement avec les nouveaux dirigeants de la région afin de s'assurer que la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit soient respectés et qu'il n'y ait pas de discrimination envers les femmes et les minorités. En tirant les leçons des erreurs du passé, Catherine Ashton doit s'assurer que l'UE s'attachera à travailler avec des dirigeants réformistes et les représentants de la société civile du monde arabe.

Catherine Ashton doit faire valoir le rôle mondial de l'Europe en dialoguant et collaborant plus activement avec les pays émergents pour affronter le grand nombre de défis inhabituels et non-militaires d'aujourd'hui tels que le changement climatique, l'accroissement plus rapide de la population dans les pays en développement, l'insécurité alimentaire et l'accès aux ressources. Maintenant que le réchauffement climatique est devenu une réalité avec l'élévation du niveau de la mer et l'accélération de la fréquence des sécheresses, l'Europe doit continuer à renforcer sa réputation mondiale de défenseur des politiques relatives au changement climatique.

La question démographique est toute aussi inquiétante. Alors que la population mondiale dépassera les neuf milliards au cours des quarante prochaines années (elle est de 6,9 milliards aujourd'hui), l'Europe doit se préparer à une concurrence croissante sur les ressources alimentaires et énergétiques. Quand bien même la croissance et la prospérité mondiale ont atteint des sommets inégalés ces dernières années, plus de 1,4 milliards de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté, principalement en Asie.

Il est clair que notre monde s'engage dans une ère nouvelle de changement et de transformation. Les événements s'accroissent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ; partout des pays émergents réclament avec impatience plus de pouvoirs et une voix qui fasse autorité : en bref, un nouvel ordre mondial. Et ici, en Europe, les citoyens ressentent le besoin de croire à nouveau en une entreprise européenne commune. Les enjeux sont importants.

Nous pouvons soit évoluer avec notre temps, faire face aux défis d'une nouvelle vision de l'Europe et des nouveaux partenariats avec les superpuissances du futur pour améliorer les conditions de vie de la planète, combattre la pauvreté et donner de l'espoir et du travail aux jeunes ; ou nous pouvons contempler la transformation du monde en simples spectateurs. La volonté doit venir de l'Europe entière, mais les premiers cris de ralliement doivent venir de Bruxelles.

Par : **Edmond Alphandery**, président du conseil d'administration de CNP Assurances et ministre français de l'économie (1993-1995) ; **Giuliano Amato**, premier ministre italien (1992-1993 et 2000-2001) et vice-président de la convention sur l'avenir de l'Europe (2002-2003) ; **Enrique Barón Crespo**, président du Parlement européen (1989-1992) ; **Laurens Jan Brinkhorst**, vice-premier ministre des Pays-Bas (2005-2006), ministre des affaires économiques (2003-2006), membre du Parlement européen (1994-1999) et directeur général à la Commission européenne (1987-1994) ; **John Bruton**, chef de délégation de la Commission européenne à Washington, D.C. (2004-2009) et premier ministre du gouvernement arc-en-ciel de l'Irlande (1994-1997) ; **Jean-Luc Dehaene**, président du conseil d'administration de Dexia, membre de la délégation du Parlement européen pour les relations avec la Chine, premier ministre de la Belgique (1992-1999) et vice-président de la convention sur l'avenir de l'Europe (2000) ; **Franz Fischler**, commissaire européen chargé de l'agriculture et de la pêche (1995-2004), ministre autrichien de

l'agriculture et des forêts (1989-1994) et président du forum Ecosocial à Vienne ; **Élisabeth Guigou**, membre de la commission des affaires étrangères et européennes de l'Assemblée nationale française et ministre des affaires européennes (1990-1993) ; **Jean-Pierre Jouyet**, président de l'autorité française des marchés financiers et secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes (2007-2008) ; **Sandra Kalniete**, membre du Parlement européen, ministre lettone des affaires étrangères (2002-2004), commissaire européenne chargée de l'agriculture et de la pêche (2004) ; **Mario Monti**, commissaire européen chargé de la concurrence (1999-2004), président de l'Université Bocconi et président du conseil d'administration de BRUEGEL (Brussels European and Global Economic Laboratory) ; **Alojz Peterle**, membre de la commission des affaires étrangères du Parlement européen et premier ministre de la Slovénie (1990-1992) ; **Michel Rocard**, premier ministre français (1988-1991) et membre du Parlement européen (1994-2009) ; **Jacek Saryusz-Wolski**, membre du Parlement européen, président de la commission des affaires étrangères du Parlement européen (2007-2009), ministre polonais des affaires européennes (1999-2001) ; **Frank Vandenbroucke**, membre du Parlement flamand, vice-ministre-président de la région flamande (2004-2009), vice-premier ministre belge (1994-1995) ; **Guy Verhofstadt**, président de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE) au Parlement européen et premier ministre belge (1998-2008).

Les amis de l'Europe

Sources

Source : Le Monde, le 23-06-2011